

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 109 - 28 juin 1982

PRIX : 2 F

TCHAD

un seigneur de
guerre chasse
l'autre



LE
SOMMAIRE
AU VERSO

dans ce numéro

MAURITANIE : Pas un sous pour les galonnés...

MADAGASCAR : la crise et le cynisme des dirigeants

LIBAN : une nouvelle escalade meurtrière ...

ETC...ETC...

sommaire

EDITORIAL : TCHAD →

Page 3
ELECTIONS AU MALI :
le cinéma de
Moussa Traoré

Page 4
MAURITANIE
Pas un sous pour
les galonnés de
Nouackchott !

Page 5/6/7
MADAGASCAR : la
crise et le cynis-
me des dirigeants

Page 8/9
LIBAN : une nou-
velle escalade
meurtrière de
l'Etat d'Israël
et une tragédie
pour le peuple
palestinien

Page 10
MUNDIAL :
fête du foot ou
business ?

abonnements

FRANCE : 1 an
.pli ouvert : 24
.pli fermé : 48

AUTRES PAYS :
écrire au journal

ADRESSE :
Combat Ouvrier
"pour le PAT"
BP 145
75 023 Paris Cédex

* * *
*

éditorial

TCHAD : UN SEIGNEUR DE GUERRE CHASSE L'AUTRE

Le 7 juin, les FAN (Forces Armées du Nord) de Habré sont entrées triomphalement à N'djaména sans rencontrer de résistance réelle : Kamougué, dirigeant des FAT (Forces Armées Tchadiennes) et Acyl, chef du CDR (Conseil Démocratique Révolutionnaire) ont observé une neutralité bienveillante à l'égard de Habré. Et Goukouni, ex-président du gouvernement de coalition, a préféré prendre la fuite avec ce qui lui restait encore de combattants.

La prise de la capitale par les FAN n'est pas vraiment surprenante.

Quelques mois après leur défaite de décembre 1980, face aux forces gouvernementales aidées par les troupes libyennes, les FAN ont occupé les unes après les autres toutes les localités du Nord sans combat (à l'exception d'une ou deux localités où il y a eu des affrontements)

Ces succès militaires ont été remportés grâce à l'aide de l'impérialisme américain et à la complicité de la force de l'OUA qui a laissé aux FAN les zones évacuées par les troupes libyennes. On a vu également les soldats de l'OUA l'arme aux pieds alors que les FAN s'emparaient de N'djaména. Et l'attitude de la force interafricaine correspond bien à ses habitudes d'impuissance et d'inefficacité.

L'OUA, tout comme l'ONU, n'a jamais réglé les conflits autrement que dans le sens voulu par les grandes puissances occidentales. Car les forces militaires de ces organisations internationales sont constituées de gens qui ont l'habitude -non de se battre- mais de réprimer les populations sans défense.

Cependant, Habré doit sa montée au pouvoir avant tout à la faiblesse de Goukouni qui, non seulement n'avait pas l'appui des populations lassées de la guerre, mais aussi était lâché par Kamougué et Acyl qui voulaient négocier avec Habré.

Habré au pouvoir a, pour le moment, derrière lui le Nord qu'il a conquis. Mais tout n'est pas encore réglé. Il a besoin du Sud. C'est dans le Sud que se trouvent la plus grande partie de la population et les plus grandes productions agricoles. C'est aussi là que les réserves de pétrole ont été découvertes.

Il s'agit donc d'une question vitale pour lui.

Parviendra-t-il à obtenir le ralliement des dirigeants du Sud et surtout des populations, en jouant sur la corde de l'Unité Nationale ? Ou, si cela ne marche pas, essaiera-t-il de s'emparer du Sud par la force ? Personne ne le sait. Mais dans tous les cas, tout dépend de la réaction des populations sudistes. Si elles décident de se battre indépendamment des "seigneurs de guerre" du Sud, ou à leur remorque contre Habré qui fut à l'origine des massacres des sudistes en 1979 à N'djaména, celui-ci aura du mal à s'imposer dans le Sud.

.../...

Si au contraire, les masses n'interviennent pas, en laissant leur sort aux mains des chefs de tendance du Sud, alors Habré pourra consolider son pouvoir sans trop de difficultés, étant donné que Kamougué est prêt à négocier.

Comme on le voit, il est possible que les mêmes brigands qui ont déjà profité de la guerre pour s'enrichir puissent se retrouver dans un gang gouvernemental pour voler légalement les travailleurs tchadiens. Pour eux, il n'y aura rien de changé aussi longtemps qu'ils ne s'organisent pas de manière indépendante - pour défendre eux-mêmes leurs intérêts.

=====
++++
=====

ELECTIONS AU MALI

LE CINEMA DE MOUSSA

Le 15 juin dernier, des élections avaient lieu au Mali. On demandait aux populations maliennes de voter pour 83 candidats désignés par le parti de Moussa Traoré (UDPM : Union Démocratique du Peuple Malien) pour être les députés du pays.

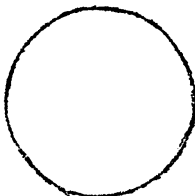
Ici dans l'immigration, les travailleurs maliens n'ont pas échappé à ce cirque du régime. Aussi bien dans les foyers que sur les lieux de travail, on a vu les représentants de l'Ambassade venir demander aux travailleurs de s'inscrire sur les listes électorales en vue de voter. Mais il semble que la réaction des travailleurs ait été autre que celle que le régime de Moussa attendait. A cet égard, le témoignage d'un résident malien d'un foyer parisien est significatif :

" A quoi ça sert d'aller voter des députés qu'on ne connaît même pas ! Surtout si c'est pour désigner nous-mêmes ceux qui vont aider le régime de Moussa à prendre le peu de choses que nos parents réussissent à grand peine à mettre de côté ! "

Le travailleur ajoute : " Au Mali, les populations sont accablées d'impôts, alors que pour avoir un puits, une salle de classe et même parfois pour loger l'instituteur du village, c'est les travailleurs vivant ici en France qui doivent cotiser de l'argent. Alors à quoi servent le gouvernement et les députés ? "

Quoi qu'il en soit, dans le foyer en question, les résidents se sont certes fait inscrire. Mais ils ont tenu à avertir les représentants de l'Ambassade qu'ils ne voteraient le dimanche que si on amenait les urnes dans leur foyer. Cela n'a pas été fait et les résidents ne se sont déplacés pour voter.

Cela n'empêchera certainement pas les députés d'être " élus ". Moussa Traoré n'a pas besoin forcément de passer par là pour installer ses hommes de mains. Mais au moins ces travailleurs ont montré qu'ils ne marchent pas avec ce cinéma.



MAURITANIE : pas un sou pour les galonnés de Nouackchott !

Depuis quelques jours, le gouvernement par l'intermédiaire de ses représentants militaires et civils n'arrête pas de harceler la population pour lui demander de verser de l'argent pour la construction d'un palais nommé tapageusement " palais du peuple ".

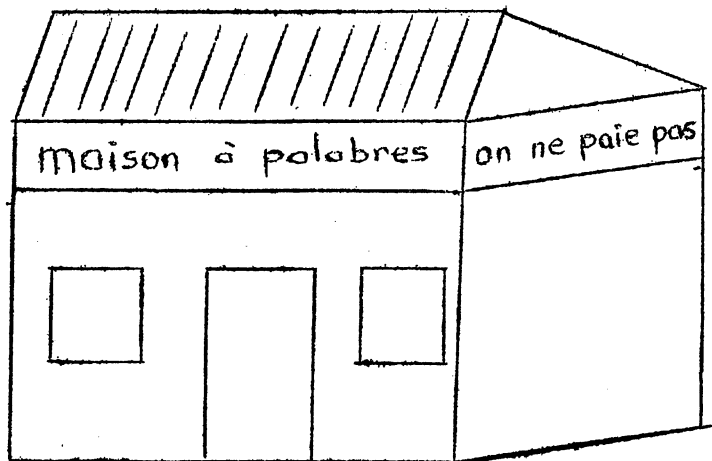
Des appels sont lancés à la radio par le président Ould Khona. Pour donner l'exemple, il a, paraît-il, donné son salaire à cette souscription. Les souscriptions vont être organisées dans toutes les villes et les villages de Mauritanie.

Même ici dans l'immigration, les travailleurs mauritaniens n'y échappent pas. Le consulat envoie ses représentants dans les foyers pour demander aux travailleurs mauritaniens de participer généreusement à cette collecte. En jouant sur les sentiments nationalistes des petites gens, en leur rabâchant que c'est pour le bien du pays, le gouvernement espère en tirer quelque chose. Mais certains travailleurs refusent de verser de l'argent.

Ils font remarquer que sous le gouvernement de Ould Daddah, une souscription de ce genre avait été organisée. Mais tout cet argent n'avait pas servi uniquement à financer la sale guerre contre les populations saharouies; une bonne partie était détournée par les dignitaires au pouvoir à l'époque.

Aucun travailleur ne doit se laisser duper par nos dictateurs qui cherchent une fois de plus à profiter de la crédulité de la population pauvre.

Si ces dictateurs veulent construire un palais pour palabrer et pour prendre des mesures anti-populaires, ils n'ont qu'à mettre la main à leur propre poche.



MADAGASCAR LA CRISE

ET LE CYNISME DES DIRIGEANTS

"Notre choix socialiste exige des sacrifices". C'est avec ce genre de pommade que Ratsiraka a essayé de faire passer les mesures annoncées lors de sa conférence de presse du 17 mai dernier.

Voici les principales mesures :

- dévaluation de la monnaie de 13,5 %
- relèvement du prix de l'essence : 343 FMG le litre (près de 7 FF)
- relèvement du prix du riz au consommateur : le prix officiel du Kg passe de 75 à 140 FMG.

Ratsiraka puis, quelques jours plus tard, son ministre des finances, ont présenté ces mesures comme nécessitées par la crise qui a aggravé le déficit de la balance commerciale (importations 166 milliards contre 100 milliards seulement de produits vendus à l'extérieur en 1981). Tout cela a obligé l'Etat à recourir au FMI (Front Monétaire International) qui, en contrepartie, aurait demandé aux dirigeants de l'Etat d'"assainir" l'économie.

I/ UNE ECONOMIE EXANGUE

La dette publique extérieure atteint 1 milliard de dollars, soit l'équivalent du budget de l'Etat ! Le paiement des intérêts de ces dettes seulement engloutit 30 % des recettes d'exportation (chiffres de la revue "Marchés Tropicaux et Méditerranéens").

Selon le journal français VSD, la dette totale atteindrait 3 milliards de dollars (près de 1 000 milliards de FMG). D'après le journal "l'Eclair", les ministères prévoient de réduire de 40 à 50 % leur budget 1982.

L'Etat n'a plus de devises, même pour payer les importations indispensables comme le pétrole, les pièces détachées et matières premières pour les usines, le riz... De nombreuses usines ont réduit leur activité et même parfois fermé leurs portes momentanément. Quelques exemples :

- la Cotonnière et la STAR d'Antsirabé avaient fermé quelques semaines en 81 pour manque de fuel et de matières premières.
- la même STAR n'a atteint cette année que 56 % de sa production de la période correspondante de 1980.
- la PAPMAD (papeterie) et LANDIS (montage Land Rover) ont réduit leur activité pour la même raison.
- la construction de la raffinerie d'huile de palme de Tamatave avait été arrêtée jusqu'en mai dernier pour cause de manque de ciment.

Cette situation est bien sûr la conséquence de la crise mondiale du système capitaliste. Les prix des produits importés n'ont cessé de grimper par rapport aux prix à l'exportation. Pour Madagascar, le café représente plus de la moitié des recettes d'exportation ; or son cours a chuté...

Mais la classe dirigeante en porte aussi la responsabilité par sa rapacité et son incurie. Les exemples les plus frappants sont dans la gestion des sociétés nationales et dans l'attitude de l'Etat vis-à-vis de la production paysanne. Les entreprises et les administrations sont devenues des gouffres à milliards, en partie car les dirigeants -placés souvent par piston- ont pour premier souci de garnir leur compte en banque.

.../...

Ratsiraka a dévoilé au public le cas de ce fonctionnaire d'un organisme d'exportation, qui a exporté de la vanille pour son propre compte en volant, semble-il, l'Etat qui a ce monopole d'exportation. Mais pour un cas comme celui-là, combien d'autres analogues restent non dévoilés ?

Les prix agricoles aux producteurs sont très bas par rapport aux produits manufacturés. Le plus souvent d'ailleurs ces prix ne sont même pas respectés, car les collecteurs de la SYNPA (organisme qui achète les produits agricoles) volent les paysans d'une manière ou d'une autre. Dans ces conditions ces derniers se contentent de plus en plus de produire pour leur autoconsommation. Du même coup le riz a manqué en ville depuis 1976/77. Pour l'année 82, l'Etat prévoit d'en importer 300 000 t.

II/ JUSQU'A PRÉSENT CE SONT LES MÊMES QUI SONT SACRIFIÉS : LES "MADINIKA" (les "petits")

Les travailleurs des entreprises fermées momentanément sont mis en chômage technique. D'autres sont simplement licenciés. La SOTEMA (Majunga) a licencié 400 personnes. C'est aussi le cas de la FIMA (transports) et de la SONACO ...

Quand les travailleurs ou les petits fonctionnaires touchent leur salaire -ce qui n'est pas toujours le cas- ce sont les produits à acheter qui sont introuvables, sauf au marché noir. Car la crise se manifeste par une pénurie générale des produits de première nécessité (riz, huile, sel, sucre, piles, médicaments...etc) et par son corollaire, le marché noir, donc automatiquement une extraordinaire flambée des prix.

Mais comme dans toute société de privilèges, ce sont les plus pauvres qui payent le plus cher. Car le gros fonctionnaire ou le commerçant et leur famille peuvent trouver les marchandises aux prix réglementaires.

Avant la dernière récolte, le riz était vendu jusqu'à 500 et même 1 000 FMG le Kg (10 et 20 FF), les piles rondes pour la radio jusqu'à 500 FMG quand il y en a.

Les paysans, eux, ne sont pas mieux lotis que les ouvriers. Car pendant que le prix officiel du riz au consommateur est passé de 65 à 140 FMG (prix qui est largement dépassé), le prix au producteur n'est passé que de 40 à 60 FMG (en fait il est nettement inférieur du fait des prélèvements divers des collecteurs).

Point n'est d'ailleurs besoin de gros calculs pour voir le sort des paysans : il suffit de voir les milliers de jeunes et de moins jeunes ruraux s'entasser dans les bidonvilles des banlieues de Tananarive ou dans des abris en cartons le long des avenues du centre de la capitale.

III/ LE CYNISME DE RATSIRAKA ET COMPAGNIE

Ce cynisme de gens repus transparait à chaque discours. Ratsiraka a déclaré entre autre : "Pourquoi les japonais achètent le riz à 500 FMG le KG tandis que vous malgaches, vous l'achetez à 150 FMG."

Comme si le salaire des ouvriers malgaches avait une commune mesure avec celui des japonais. Le SMIG est de l'ordre de 12 000 FMG (240 FF).

"Les vendeurs au marché noir existent parce qu'il existe des acheteurs au marché noir". C'est encore Ratsiraka qui parle ainsi. "La dévaluation n'est pas une solution mais cela a des bons côtés", ajoute-t-il.

Le "camarade-président" a cité comme "bons côtés" le fait que les entreprises d'exportation "reprennent des marges suffisantes". Il a cité les exemples des exportateurs de viande et de crevettes.

Pour la population, la dévaluation n'entraînera qu'une réduction du niveau de vie, du fait de l'augmentation des prix des produits importés.

Toutes ces mesures citées plus haut sont en grande partie le résultat du chantage du FMI qui est en fait un organisme aux mains des pays capitalistes occidentaux. Mais cela n'a pas empêché Ratsiraka d'affirmer, en janvier dernier -au moment où les négociations avec le FMI avaient déjà commencé- que "Madagascar est un membre à part entière du système monétaire international et que, de ce fait, y recourir relève de son droit le plus élémentaire". (cité par le journal "l'Eclair").

Le FMI imposait comme condition aux prêts, la dévaluation, le relèvement du prix du riz par la suppression des subventions de l'Etat, la réduction des budgets sociaux (éducation nationale...etc). Le régime Ratsiraka s'est donc exécuté en trouvant même des justifications. Ratsiraka a trouvé que "les négociations n'étaient pas si draconiennes que cela". Finies les belles déclarations des années 75/76 contre l'impérialisme. En fait Ratsiraka n'a jamais voulu lutter contre l'impérialisme autrement qu'en paroles. Mais aujourd'hui il en est à vouloir être admis comme fidèle serviteur de ce système.

IV/ UN REGIME DE PLUS EN PLUS CONTESTE

Les manifestations de contestation sont de plus en plus fréquentes. A la fin de 1981 plusieurs matchs de foot de Mahamasina se sont terminés par des manifestations et des émeutes de quartiers. En février dernier c'est à Diégo puis à Sambava qu'il y a eu des grèves d'élèves et d'ouvriers (la répression a fait une dizaine de morts). En mars c'est au Sud qu'ont éclaté plusieurs révoltes paysannes (selon le journal l'Eclair) à cause des problèmes de pénuries. En mai dernier, toujours dans le Sud, face à l'impuissance des gendarmes devant les voleurs de boeufs (certains parlent d'ailleurs de leur complicité) les petits éleveurs se sont organisés pour retrouver leur bétail. Les traces les ayant conduits chez un gros propriétaire, ils se sont retrouvés devant les gendarmes qui ont protégé le gros propriétaire. Les gendarmes ont fait plus de 100 morts en tirant à la mitrailleuse.

Des explosions de colère et des émeutes, il y en aura certainement d'autres, car la société protégée par le régime Ratsiraka est trop pourrie d'injustice et d'inégalités. L'étalage du luxe par les riches est trop voyant au milieu de la famine.

Il ne s'agit pas seulement de la famine des millions de mal nourris mais aussi de la famine ayant entraîné la mort. Car ce drame est revenu à Madagascar (les derniers cas de grande famine remontent aux années 40). Les 60 000 victimes du dernier cyclone croupissent toujours dans la misère -il y aurait même des cas de peste- pendant que les riches s'arrachent les magnétoscopes dernier modèle et achètent à 120 FMG la tige de cigarette Dunhill. Il y a manifestement beaucoup de personnes de ce genre puisqu'on vend ces cigarettes de luxe dans les coins de rue avec les bonbons et les cacahuettes.

Les exploités ont mille motifs de se révolter contre ce régime. Alors Ratsiraka a peut-être raison d'avoir demandé aux Nord-coréens de lui construire un bunker (forteresse) ultra sophistiqué... pour se protéger non seulement contre la bombe atomique ou un éventuel coup d'Etat mais aussi des explosions sociales.

Mais d'autres que lui ont déjà essayé de se protéger avec des bunkers. Le plus célèbre a été le dictateur Somoza du Nicaragua... avant d'être mis à la porte comme un malpropre par la révolte de la population exploitée.

LIBAN

UNE NOUVELLE ESCALADE MEURTRIERE

DE L'ETAT D'ISRAEL ET UNE TRAGEDIE POUR LE PEUPLE PALESTINIEN

L'armée israélienne vient de déclencher depuis le début du mois de juin une opération militaire de grande envergure contre les palestiniens réfugiés au sud Liban. C'est une invasion militaire pure et simple et cela constitue une escalade supplémentaire de la politique guerrière des dirigeants israéliens.

Jusqu'à aujourd'hui, plusieurs milliers de personnes y ont péri; les obus israéliens tombent dans les quartiers populaires de Beyrouth- Ouest et dans ses banlieues, massacrant aveuglément civils et militaires, enfants ou vieillards tous accusés de "terrorisme." L'objectif du gouvernement de Begin est la liquidation physique de la résistance palestinienne présente au Liban parmi les 400 000 réfugiés palestiniens chassés de leur terre par les israéliens et refoulés par les dirigeants jordaniens et syriens. Les troupes israéliennes continuent les bombardements malgré le cessez-le-feu proposé par eux-mêmes. Le nombre des victimes grandit de jour en jour.

Les Etats-Unis de Reagan donnent leur appui à cette politique meurtrière de Begin. Reagan a opposé son veto à la proposition faite à l'ONU pour le retrait des troupes israéliennes du Liban. Que le chef de file de l'impérialisme soutienne son gardien au Moyen-Orient, ce n'est que dans la logique des choses. Quant aux dirigeants arabes, notamment ceux de Syrie et de Jordanie, ils ont montré une nouvelle fois, malgré la riposte symbolique de la Syrie, leur complicité devant le massacre en laissant agir l'armée israélienne. A l'heure où nous écrivons l'étau est tellement serré autour de Beyrouth que l'OLP serait acculé à trouver un compromis. L'armée israélienne est en train de massacrer sans qu'aucun de ces régimes ne lui livre la moindre bataille.

En fait les organisations militaires palestiniennes gênent aussi les régimes arabes non pas à cause de la politique de l'OLP mais tout simplement parce que les réfugiés palestiniens en ayant leurs propres armées indépendantes de celles des dictateurs Assad et Hussein, risquent d'être un exemple pour les populations syriennes et jordaniennes. Le massacre fait par les dirigeants israéliens arrange ou en tout cas ne dérange pas tant les régimes de Assad et de Hussein. Ils sont capables d'en faire autant et ils l'ont déjà montré dans le passé.

C'est en effet le roi Hussein de Jordanie qui a été le sanglant artisan du tristement célèbre " septembre noir " qui a abouti à l'élimination de la résistance palestinienne en Jordanie en 1970. Plusieurs dizaines de milliers de palestiniens y ont péri. Et c'est Assad qui a envahi le Liban cinq ans plus tard, à la fois pour y massacrer la gauche et pour mettre au pas les organisations palestiniennes.

La politique de terreur menée par Israël n'est pas seulement contre les intérêts des palestiniens. Ceux-ci sont bien sûr les premières victimes mais le sionisme qui est une politique nationaliste et chauvine se retourne aussi contre la population juive elle-même car il n'offre aucun avenir de paix entre les peuples.

Cela fait trente et quatre ans que l'Etat d'Israël est mis en place. Et cela fait trente et quatre ans que sa politique est une politique de spoliation et d'oppression contre le peuple palestinien, à qui l'on refuse ce droit élémentaire qui est celui de posséder un Etat national.

Mais le peuple israélien n'en fait pas moins les frais car les impérialistes qui aident son gouvernement ne le font pas gratuitement; ils lui font jouer le rôle de gendarme dans cette région du monde très convoitée à cause de son pétrole. Ils le font ainsi tomber dans un piège en lui faisant croire que sa sécurité ne peut être garantie qu'en dépossédant le peuple palestinien et en menant une politique guerrière contre les peuples arabes voisins.

On ne peut pas être libre en étant un gardien de prison car, qu'on le veuille ou pas, on est obligé de vivre dans cette prison. Cette politique ne fait qu'attiser la haine entre les deux peuples et les maintient dans un état de guerre incessante. Face à cette situation, le peuple palestinien ne s'est pas résigné. Malgré tous les massacres qu'il subit depuis plusieurs années, il résiste. Mais le nationalisme des dirigeants palestiniens se retourne contre la population palestinienne elle-même, car il conduit à une impasse.

Leur objectif se limite à la création d'un Etat palestinien et à l'anéantissement de celui d'Israël. Ils n'ont jamais cherché à s'adresser aux exploités et opprimés de l'ensemble du Moyen-Orient.

Ils sont pourtant des millions au Moyen-Orient, les paysans pauvres, les ouvriers qui souffrent de l'oppression et de l'exploitation; les uns dans les pays féodaux comme l'Arabie Saoudite la Jordanie où une minorité de grands seigneurs vivant dans l'opulence imposent à la population de leur pays des conditions moyenâgeuses; les autres, dans les pays comme la Syrie ou l'Irak dont les régimes s'affirment " progressistes " tout en imposant à leur population une dictature féroce.

Ils sont des millions, ceux qui aspirent à des libertés démocratiques, à la fin des inégalités profondes, à la fin de la misère. Il aurait été possible de trouver l'oreille de ces masses exploitées. Le combat courageux des masses palestiniennes aurait pu cristalliser les espoirs et les aspirations de tous les opprimés et exploités de la région et être un premier pas vers un bouleversement de l'ordre établi dans toute la région.

Mais c'est justement cela que les dirigeants de l'OLP ne veulent pas. Parce que ces gens-là représentent politiquement les mêmes couches sociales que Assad en Syrie ou Hussein en Jordanie. La seule différence, c'est qu'ils ne sont pas au pouvoir.

Il aurait été même possible de s'adresser aux exploités israéliens et de gagner leur sympathie ou tout au moins leur neutralité. Mais pour cela il aurait fallu une autre politique totalement opposée à celle des dirigeants palestiniens actuels.

Ce qui se passe au Liban aujourd'hui constitue une tragique leçon pour toutes les masses exploitées et opprimées et pas seulement au Moyen-Orient. Pour vaincre ni le courage seul, ni même les moyens matériels et militaires ne suffisent aux exploités.

Une politique révolutionnaire est indispensable et par conséquent une organisation révolutionnaire capable de mener une telle politique.

* * * * *
* * * * * * * * * *
* * * * * * * * * *

* * * * * * * * * *
* * * * * * * * * *

MUNDIAL

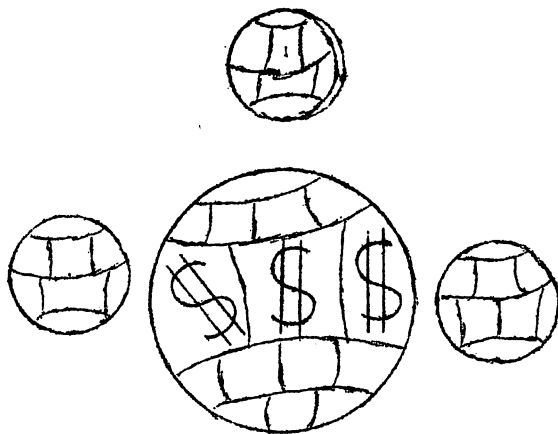
FÊTE du FOOT ou BUSINESS ?

Depuis quelques semaines, la coupe du Monde de foot-ball bat son plein. Cette année, ce qui est considéré comme la fête mondiale du foot a suscité d'autant plus d'intérêt, surtout dans l'immigration, que certaines équipes du tiers-monde ont battu ou tenu tête à des équipes européennes.

Il en a été ainsi de l'Algérie, du Cameroun, du Koweït. Les équipes de ces pays ont soulevé l'enthousiasme des milliers d'immigrés qui voyaient dans leurs performances une sorte de revanche des pays pauvres sur les pays riches. C'est tant mieux, si des petites équipes du tiers-monde tiennent la dragée haute à des équipes de professionnels payés à coup de milliards. Mais c'est tout de même une piètre consolation.

L'image réelle de ce mondial, c'est celle d'une fête certes, mais d'une fête de l'argent-roi et celle du chauvinisme. Le spectacle d'arbitres sifflant des pénalités pour sauver certaines équipes de l'élimination, les descentes carnavalesques de responsables d'équipes sur le terrain, tout cela, c'était l'illustration de ce chauvinisme, de l'omniprésence du dieu business sur les stades d'Espagne.

Est-il besoin de préciser que toutes les équipes qui participent à ce mondial sont liées par des contrats fabuleux aux grandes marques commerciales du monde ! Alors, si on révélait toutes les magouilles, toutes les histoires de gros sous qui dominent le moindre match, c'est sûr qu'il y aurait moins d'enthousiasme pour cette prétendue fête du foot-ball où les premiers gagnants sont probablement les Adidas ou Coca Cola.



[The text in this section is extremely faint and illegible due to heavy noise and low contrast. It appears to be a large block of text, possibly a letter or a report, but the content cannot be discerned.]

ce que nous voulons

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.